



**Dans son discours de fin d'année du 31 décembre 2023, le président Paul Biya a annoncé une nouvelle augmentation du prix du carburant prévue pour l'année 2024. Cette décision fait suite aux difficultés économiques du pays, qui ne peut plus supporter financièrement la subvention du prix à la pompe de ce produit pétrolier.**

Le chef de l'État dans son discours de fin d'année ce 31 décembre, a évoqué les désagréments auxquels la population a été confrontée en raison de la récente pénurie de produits pétroliers. Pour assurer l'approvisionnement continu du marché, des mesures d'urgence ont été prises par le gouvernement.

« Mes chers compatriotes, pour maintenir les prix actuels à la pompe, qui sont largement inférieurs à ceux pratiqués dans les pays voisins, l'État doit subventionner de manière importante les importations de produits pétroliers », a déclaré le président Biya.

Cependant, ces subventions pèsent lourdement sur le budget national et réduisent considérablement les ressources nécessaires pour résoudre d'autres problèmes auxquels la population est confrontée.

« L'année dernière, le gouvernement a légèrement augmenté les prix des carburants à la pompe. Grâce à cette mesure, la subvention des produits pétroliers est passée de plus de 1000

milliards de Francs CFA en 2022 à environ 640 milliards de Francs CFA en 2023. Cependant, cette subvention continue de peser significativement sur le Trésor public. Nous n'aurons très certainement pas d'autre choix que de la réduire à nouveau. Nous veillerons néanmoins à ce que les ajustements nécessaires n'affectent pas substantiellement le pouvoir d'achat des ménages. À terme, la réhabilitation de la SONARA, dont j'ai ordonné l'accélération, devrait contribuer à améliorer la situation dans le secteur », a expliqué le président Biya.

Cette annonce signifie une augmentation imminente du prix du carburant au Cameroun, ce qui aura certainement un impact sur le coût du transport déjà croissant dans le pays. Les conséquences de cette décision sur le pouvoir d'achat des ménages restent à surveiller de près.